

Service Pénitentiaire

Frison de

1/11/51

RE 33770

P

b/ RE 5528 Ruh

30 cat.

Nom : *BANUVUNA*

Origine : *Buhanga*

Chefferie : *Barusanyeko*

Territoire : *Buhanga*

Profession : *Maçon*

N° du R.E. : *33770*

Formule dactyloscopique : *P.V.A. Vande Walle*

Arrêté le : *24/5/51*

Condamné le : *20-7-51 ci sans + 15 j. 81 P. par T. R.V. RMP 1839 / 12 ab*

1/4 de peine : *24-11-51*

Sorti le : *18-05-1953* *20-11-52* *10 décembre 1952*

Transféré le : *26-12-1951 à Ruhengeri*

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

Kopit 22.1.51

Ruhengeri



9741

LE GARDIEN.

[Signature]

R. Ecou no

3344
5528

R. M. P. No

1839

R. P. A. No

Libération conditionnelle.

Bulletin de renseignement du nommé (1)

BAMVUNA fils de Ruvulala
et de Nuzige, orig de Tsimiki chef de famille à Tsimiki
Eternelle Buhanga résident à colline Tsimiki

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence	B. R. U
Date du jugement	20. 4. 51
Motif de la condamnation	Vol qualifié et coups
Durée de la servitude pénale principale	2 ans et 15 jours de 88
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	24. 5. 51
Décision de la juridiction d'appel	
Date du jugement d'appel	
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	24 novembre 1951
Date d'expiration de la peine	8 Janvier 1953 10. 12. 52 (AR. 6. 8. 52)

Résumé des circonstances de l'infraction. — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

I/ Avoir à Usumbura le 23 mai 1951: frauduleusement soustrait un coffre contenant 500frs en espèce et divers objets, au préjudice du nommé Binwaligari, avec la circonstance aggravante légale que le vol fut accompli à l'aide d'effraction.

2/ Volontairement porté des coups au faits des blessurs au nommé Pauli.

avis défavorable 5/12/51

[Signature]

idem
faisant partie de 1-8. 52
L'Officier du Ministère Public

L'Officier du Ministère Public,

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. — Après trois mois dans les cas contraires.
Après cinq ans, si la peine est perpétuelle,

Observations du gardien de la prison sur :

1° la conduite.

bonne

2° le caractère.

calme

3° les dispositions morales du détenu.

très calme

pas non payé

Ors le 30.11.51

Le Gardien

Chapuis

Antwerpen le 21/8/52

pas non payé

car avorable

Gardien de prison

Hues

idem

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire :

Outs défavorable

21/8/52

Rés. adj.

A. P.

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique :

A ne pas représenter
21/8/52

Le Gouverneur du Ruanda-Urundi

P. O.

Conseiller Juridique.

P. G. Davel

Ar représenter dans 8 mois
13-12-51

Le Vice-Gouverneur Général
du Congo Belge.

Gouverneur du Ruanda-Urundi

P. O.

Le Conseiller Juridique

I. BARBIER

21/8/52

Résidence de l'Arundi
Prison de Usimbura

N° R. E. / 83 770
R. M. P. N° 1839

FICHE DU DÉTENU :

BAMVUNA.

Originaire de la chefferie Barusanyeko

Territoire Bubanza

Résidence ou district

Condamné le 20. 7. 51, par T. R. J.

à 2 ans et 8 mois 8 J

du chef de Vol qualifié et Coups

Renseignements divers :

(moralité—amendement—situation familiale)

Tournez s'il vous plaît,

PUNITIONS

Dates	Motif	Peine
	<i>neant</i>	

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL

de Riadouna

Reg. du M.P. N°

7859

Reg. du rôle. N°

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de

1^{er} arr. d. Cas

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à

Cas

de recevoir et emprisonner le nommé

Bannana

condamné par jugement du Tribunal

de Riadouna

en date du

20-7-51

195

devenu irrévocable le

195

à

2 ans et 15 j. de SP.

du chef de

vol qualifié de cont.

Cas

le

20-7

1951

L'Officier du ministère Public,

T.S.P.

J. Bannana

bol avec effraction dans une maison du C.C.
Contre à un enfant qui l'a surpris sortant
de la maison.

pt.

LE TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE L'URUNDI A USUMBURA
Y DISCERNANT EN FAUTES QUI MÉRITENT LE JUGEMENT SUIVANT

LE PRÉVENU, EN L'ESPECE, EST :

EN CAUSE
PUNITION PUBLIQUE
CIVILE :

LE PRÉVENU, fils de l'uvuilla et le musico, territoire de Bubanza, chefferie Sarasanyaho, sous-chef Sinase, résidant à la colline Kimbi, chefferie Mubakura, détenu préventivement à la prison centrale d'Usumbura.-

VO par le Tribunal de Première Instance de l'Urundi séant à Usumbura, y siégeant en système répressif, la procédure suivie à charge du prévenu qualifié ci-dessus pour voir :

1/ A Usumbura le 25 mai 1951 frauduleusement soustrait un coffre contenant 500,- francs en espèces et divers objets au préjudice du nommé Kirwaligari, avec la circonstance aggravante légale que le vol fut accompli à l'aide d'effraction.- Fait prévu et puni par les articles 29 et 31 du Code Pénal.

2/ Volontairement porté des coups au fait des blessures au nommé Pardi.-

Fait prévu et puni par les articles 43 et 46 du Code Pénal.-

VO l'assignation donnée au prévenu par exploit de l'huissier J.J.J. BILLET à Usumbura en date du 25 juin 1951, à comparaître devant la présente juridiction à l'audience publique du 6 juillet 1951 à huit heures du matin à Usumbura;

VO la lecture de la cause à l'audience publique du 6 juillet 1951 à huit heures du matin;

VO la comparution du prévenu régulièrement assigné;

VO le prévenu en son interrogatoire;

VO les témoins en leurs dépositions;

VO la Ministère Public en ses conclusions et réquisitions conformes;

VO le prévenu en ses dires et moyens de défense présentés par lui-même;

LE TRIBUNAL,

A RECU que les préventions telles qu'elles sont libellées sont étayées par les éléments de la cause, et notamment par les aveux partiels du prévenu;

ATTEND en effet en ce concerne le prévenu que les témoins Baudi et Tafi ont déclaré avoir vu le prévenu sortir de la maison de Kirwaligari en emportant un coffre;

ATTEND que le prévenu fut découvert au marché par le préjudicié et qu'à ce moment il était toujours porteur du coffre qu'il avait volé;

ATTEND qu'il prétend n'avoir volé qu'un drap de lit, nie avoir volé le coffre et accuse le préjudicié d'avoir fait une mise en scène pour obtenir une condamnation plus sévère;

ATTENDU que ces dénégations sont fantaisistes, puisque c'est justement le coffre qui a permis d'identifier le voleur au marché d'Usumbura;

ATTENDU que le prévenu nie avoir commis une effraction pour pénétrer dans la maison, mais qu'il résulte des déclarations des témoins et du préjudice que le cadenas qui fermait la porte avait été arraché et fut trouvé sur le sol près de la maison;

ATTENDU que la première prévention est établie, que le fait constitue une infraction aux articles 79 et 81 du Code Pénal, et qu'il y a lieu de condamner le prévenu de ce chef;

ATTENDU en ce qui concerne la deuxième prévention qu'elle est établie par la déclaration de l'audi et le témoignage de Safi qui vit l'inculpé frapper l'audi du manche de sa serpette, que ce fait constitue une infraction aux articles 43 et 46 du Code Pénal et qu'il y a lieu de condamner le prévenu de ce chef;

ATTENDU qu'il n'y a pas lieu d'accorder d'office des dommages intérêts, ni à Birwaligari, indigène du Ruanda-Urundi qui récupéra tous les objets volés, ni à l'audi, indigène du Ruanda-Urundi qui ne fut pas blessé;

ATTENDU qu'il y a lieu de prononcer la confiscation de la serpette, celle-ci ayant servi à commettre les faits repris à la deuxième prévention;

ATTENDU qu'il y a lieu d'ordonner la main levée de la saisie des autres objets saisis, ceux-ci étant étrangers aux infractions commises ou n'étant pas la propriété du prévenu.

PAR CES MOTIFS,

VU les articles 5-7-8-9 et 15 à 17 du C.P. - L. I.;

VU les articles 79 et 80 du C.P. - L. II.;

VU les articles 43 et 46 du C.P. - L. II.;

VU le décret du 11 juillet 1923, formant avec les décrets modificatifs le Code de Procédure Pénale, le décret du 30 janvier 1940 formant le Code Pénal de la Colonie, rendu exécutoire au Ruanda-Urundi par Ordonnance du 12 mai 1940, le décret du 5 juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda-Urundi;

STATUANT CONNEXEMENT;

DECLARE l'infraction telle que libellée dans la prévention établie lors du chef du prévenu BAMVUNA et en conséquence le condamne du chef de vol qualifié à une peine de deux ans de servitude pénale principale;

LE CONDAMNE en outre à quinze jours de servitude pénale principale du chef des coups;

LE CONDAMNE aux frais de l'instance taxés en totalité à la somme de 109,-francs, somme réduite d'office à SOIXANTE-QUINTE FRANCS;

FIXE A SEPT JOURS la durée de la contrainte par corps à subir en cas de non paiement dans le délai légal;

ORDONNE la confiscation de la serpette;

ORDONNE la main levée des autres objets saisis;

AINSI jugé et prononcé en audience publique
du VINGT JUILLET MI NEUF CENT CINQUANTE ET UN à Usumbura,
où siégeaient Messieurs

E. FANS
E. FAPIER
J.M. NEVES

Juge Suppléant
Ministère Public
Greffier-Adjoint

LE GREFFIER-ADJOINT,
sé/ J. Martins NEVES,

LE JUGE SUPPLÉANT,
sé/ E. FANS,

Pour copie certifiée conforme

Le Greffier-Adjoint

J. Martins NEVES,



RESIDENCE DE Umanzi
Territoire de Bubanza

AVIS DE TRANSFERT

Nous soussigné DUPONT JEAN

Gardien de Prison Centrale à Umanzi

mandons M. le Gardien de la Prison de RUHIMBERI

de vouloir bien incarcérer les nommés :

BANVUNA fils de Buvulila et de Misize originaire de
de la colline Pimbi Chefferie de Barusigoko S/ Chef Sinanse Territoire
Bubanza

prévenus de : Vol qualifié et coups .-

infraction prévue par : 79.81 du C.P.

mis en détention préventive depuis 24 mai 1951

suitant pièce dont copie ci-jointe dossier pénitentiaire.

Umanzi, le 26 décembre 1951

DUPONT Jean

Escorte : Par Policiers Rwabuzoga
et Nyirabukun

Témoins : S. Angles Commis de la Colonie

K. Eganbo Albert Commis emp.

Prière de nous renvoyer une exempl
signé pour réception.-



ASSIGNATION APRÉVENU.

L'an mil neuf cent cinquante et un le 18^{vi} jour du mois de juin

A la requête de l'officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de l'Urundi à Usumbura.

Je soussigné, *Proclart 7 7.7*

Huissier assermenté *ci use*

de résidence à *Usumbura*

Ai donné assignation et laissé copie à *BALWITA, fils de Rungila et de Musize, territoire de Bubanza, chefferie Barusasiyaka, sous chefferie Sinaze, résidant à la colline Primbi, chefferie Libakar, détenu préventivement à la prison centrale d'Usumbura.*

résidant à *Usumbura*

Etant à *Usumbura*

et y parlant à *lui-même*

A comparaître devant le Tribunal de Résidence de l'Urundi.

siégeant à Usumbura, y siégeant en matière répressive.

le 6 Juillet 1951, à 8 heures de matin

pour 1/ Avoir à Usumbura le 23 mai 1951: frauduleusement soustrait un coffre contenant 500 francs en espèce et divers objets, au préjudice du nommé Binwaligari, avec la circonstance aggravante légale que le vol fut accompli à l'aide d'effraction.

Fait prévu et puni par les articles 79 et 81 du Code Pénal.

2/ Volontairement porté des coups ou faits des blessures au nommé Daudi

Fait prévu et puni par les articles 43 et 46 du Code Pénal.

Y présenter ses moyens de défense et entendre le jugement à intervenir.

Dont acte, Coût: _____ francs.

L'HUISSIER,

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

RMP.1839/F.

33770

L'an mil neuf cent cinquante et un le vingt huitième jour du mois de mai

Par devant Nous D. D. D. Juge de Tribunal de Résidence de l'Urundi
Juge de Tribunal de Police de a comparu le nommé BAMVUNA

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence Première Instance d'Usumbura
a exposé qu'une instruction du chef de vol qualifié

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de 10 ans que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose.

L'an mil neuf cent cinquante et un, le vingt huitième jour du mois de mai

Nous Juge du Tribunal de Résidence de l'Urundi
Juge de Police de

Attendu que le nommé BAMVUNA
est prévenu de vol qualifié
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Usumbura

Attendu que l'infraction est punissable de 10 ans de S.P.P.
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.


Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé BAMVUNA
soit conduit et détenu à la prison de Usumbura pour une durée de 15 jours

Notifié au prévenu le 28 mai 1951.

Le Juge.



Signalement :

MANDAT D'ARRET

1839/F

(Décret du 11 juillet 1923).

Taille.....
Cheveux.....
Sourcils.....
Yeux.....
Front.....
Nez.....
Bouche.....
Menton.....
Barbe.....
Figure.....
Signes particuliers :.....
.....
.....

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le

de

(Conseil de guerre

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

Bamuna

prévenu de *vol qualifié*

infraction prévue par l'art. *79, 81 du C. P.*

Attendu que (1) le prévenu est en aveux (ou) ~~il existe des indices sérieux de culpabilité~~, et qu'il est passible d'une peine de *10* ans de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit *Bamuna*

soit arrêté et conduit à la maison centrale d' *Usimbura*

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à *Usimbura*, le *25 mai* 1951

L'Officier du Ministère Public.

F. FRATIER

[Signature]

(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

5275. — Pour obtenir ce modèle rappelez le n° V. 33

PRO-JUSTITIA.

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent vingt quatre, le vingt quatrième
jour du mois de mai,

Nous, VANDEVELDE L. R.

en Territoire de USUMBURA, Officier de Police Judiciaire à compétence
générale

Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,

saisi le nommé BAMVUNA, fils de Rurubila

et de Musize, originaire du Territoire de Buhangya

chefferie Barusuricho, sous-chefferie Sinze

colline Tor. Buhangya, Ch. Lihabane, Tch. Sinze,
résidant à colline P. m. m. m.

inculpé de vol avec effraction et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de - (1) plus de deux mois - (2) au moins six mois de servitude pénale et - (1) qu'elle est fla-
grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire

à la Prison de Usumbura

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,



(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de ré-
primer l'infraction.

PRO-JUSTITIA

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION

L'an mil neuf cent cinquante deux, le vingt sixième
jour du mois de Novembre
Nous, NEVEJANI Daniel A. C
en Territoire de Ruhengeri, Officier de Police Judiciaire à compétence
général
Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,
saisi le nommé SEMIKORE, fils de Mbonyimbaga Cas
et de Nyirarugwira (+), originaire du Territoire de Ruhengeri
chefferie Muliro, sous chefferie Mpizi
colline Giheta, résidant à Giheta
inculpé de meurtre et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de - (1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est fla-
grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire
devant le Tribunal de Résidence à Kigali

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,

(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de ré-
primer l'infraction.

PRO-JUSTITIA

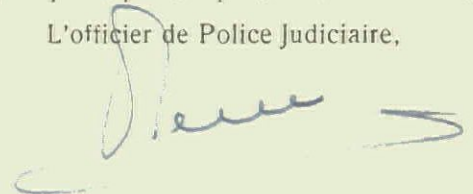
PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION

L'an mil neuf cent cinquante deux, le vingt sixième
jour du mois de novembre
Nous, NEVEJANS Daniel A. C
en Territoire de Rubengeri, Officier de Police Judiciaire à compétence
générale
Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,
saisi le nommé SEMIKORE, fils de Mbonyimbuga (ev)
et de Mvirarugwira (+), originaire du Territoire de Rubengeri
chefferie Mulera, sous chefferie Mpfizi
colline Giheta, résidant à Giheta
inculpé de meurtre et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de - (1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est fla-
grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire
devant le Tribunal de Résidence à Kigali

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,

libéré 1/12/12



(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de réprimer l'infraction.